

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

27^e séance

tenue le

lundi 25 novembre 1991

à 10 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 27^e SEANCE

Président : M. PIBULSONGGRAM (Thaïlande)

SOMMAIRE

POINT 73 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR
LES PRATIQUES ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DU PEUPLE
PALESTINIEN ET DES AUTRES ARABES DES TERRITOIRES OCCUPES (*suite*)

POINT 72 DE L'ORDRE DU JOUR : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (*suite*)

cf.
Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/SPC/46/SR.27

9 décembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 73 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DU PEUPLE PALESTINIEN ET DES AUTRES ARABES DES TERRITOIRES OCCUPES (suite) (A/46/65, 282, 440 à 445, 521, 522; A/SPC/46/L.23 à L.29)

1. M. EL KHATIB (Maroc), prenant la parole au nom de l'Algérie, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, Etats membres de l'Union du Maghreb arabe, dit que ces pays sont vivement préoccupés par la politique israélienne d'intransigeance décrite dans le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/46/522), politique qui viole les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève). Le Gouvernement israélien établit délibérément des implantations juives sur les terres confisquées dans la bande de Gaza, à Jérusalem et dans le Golan dans le but de modifier la structure démographique des territoires arabes occupés. Si, en avril 1991, Israël allouait, estime-t-on, le quart du budget du Ministère du logement à la construction de nouvelles implantations, il a récemment annoncé qu'avant la fin de 1991, la construction de logements dans les territoires occupés représenterait la moitié du budget, et que le processus d'implantation était irréversible.

2. La politique d'annexion a été renforcée par une politique de répression qui a rendu la vie quotidienne insupportable pour les populations arabes. La liberté de circulation a été limitée pour les citoyens palestiniens, tout comme l'a été la liberté d'expression dans l'ensemble des territoires arabes occupés : interdiction de publier des journaux arabes dans les territoires et censure frappant même les quelques journaux autorisés à paraître à Jérusalem-Est. Les établissements d'enseignement demeurent fermés. Des milliers de Palestiniens, dont de nombreux enfants, ont été détenus ou emprisonnés, et les détenus vivent dans des conditions inhumaines, comme en témoignent les nombreuses grèves de la faim déclenchées le long de l'année. La puissance occupante continue de détourner les cours d'eau de façon à en priver les territoires arabes occupés et à en profiter elle-même ou à en faire profiter ses colons, et de limiter l'utilisation de l'eau dans les territoires au détriment de la santé, de l'environnement et de l'économie du peuple palestinien.

3. Les pays de l'Union du Maghreb arabe déplorent la situation qui prévaut dans les territoires arabes occupés et auraient souhaité que, au moment où le monde connaît une évolution considérable dans le domaine des libertés et des droits de l'homme, le Gouvernement israélien finisse par reconnaître les droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien. La Conférence de paix de Madrid devrait ouvrir une nouvelle ère dans les relations

/...

(M. El Khatib, Maroc)

israélo-palestiniennes, favoriser le dialogue et la confiance dans le respect des droits de l'homme de la population arabe et permettre d'aboutir à une solution valable. Les pays de l'Union du Maghreb réaffirment leur soutien au peuple palestinien dans la lutte qu'il conduit sous l'égide de son représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine, pour le recouvrement de sa dignité et l'établissement de son propre Etat indépendant et souverain.

4. M. AL-RASSI (Arabie saoudite) dit que le rapport du Comité spécial (A/46/522) fait clairement ressortir que la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés ne cesse de se détériorer. En outre, nonobstant la Conférence de paix de Madrid, on continue de créer des implantations dans les territoires arabes occupés, tandis que, dans une tentative visant à torpiller le processus de paix, la Knesset a décidé de ne pas ouvrir de négociations sur les hauteurs du Golan syrien. Les mesures et pratiques répressives auxquelles les autorités israéliennes ont recours dans les territoires occupés, telles que notamment les massacres, les internements et détentions, les expulsions, la démolition d'habitations et la fermeture d'écoles et d'universités, n'empêcheront pas le peuple palestinien de revendiquer son droit à l'autodétermination. La police militaire israélienne a récemment effectué une descente dans les locaux du Tribunal islamique de Jérusalem, confisquant des archives de l'état civil et des Waqfs, le but étant d'oblitérer l'arabité et l'islamité de Jérusalem et de judaïser la ville.

5. Le document A/46/522 décrit également les conditions de détention inhumaines et la détérioration de la situation médicale dans les territoires occupés. La délégation saoudienne fait siennes les recommandations du Comité spécial sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures visant à garantir les droits fondamentaux de l'homme du peuple palestinien et à faire appliquer la quatrième Convention de Genève. Le Gouvernement saoudien appuie le droit du peuple palestinien au retour et à l'autodétermination et soutient toutes les initiatives internationales visant à parvenir à un règlement juste et durable de la question palestinienne. L'intervenant souhaite que toutes les parties concernées aspirent à la paix et que les principes de justice et de liberté et le droit à l'autodétermination finissent par prévaloir.

6. M. KHANI (République arabe syrienne) dit qu'il n'est d'autant moins étonnant qu'Israël refuse de coopérer avec le Comité spécial qu'il est coupable de violations flagrantes et délibérées du droit international, des conventions, traités et accords internationaux et qu'il s'obstine à ne pas appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport présenté par le Gouvernement syrien au Comité spécial (A/46/284) démontre qu'Israël a pour politique de judaïser et d'annexer le Golan arabe syrien occupé en développant les implantations israéliennes déjà en place. Il démontre également, documents à l'appui, que des terres appartenant à des Syriens ont été confisquées et que d'autres mesures affectant l'agriculture, l'industrie, l'éducation et l'emploi ont été prises. En outre, le patrimoine national a été systématiquement détruit et pillé.

/...

(M. Khani, Rép. arabe syrienne)

7. Réagissant à la résistance de la population syrienne dans le Golan occupé, les autorités israéliennes ont intensifié leurs activités répressives, dont certaines figurent dans le document A/46/475, violant ainsi les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Israël agit au mépris du droit international, en refusant d'appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et en imposant ses lois et son administration à cette région. Le Gouvernement syrien en appelle à la communauté internationale pour exercer le maximum de pressions pour mettre un terme aux pratiques des autorités d'occupation israéliennes, les violations des droits de l'homme des citoyens syriens arbitrairement jugés et emprisonnés, leur seul crime étant de rejeter les lois israéliennes.

8. Selon le rapport sur la politique du sol et de l'eau pratiquée par Israël dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés (A/46/263-E/1991/88), la superficie des terres arabes irriguées a diminué, tandis que le niveau économique et le niveau de vie n'ont cessé de se détériorer. Ces pratiques sont inhérentes à la politique de colonisation israélienne et contribuent grandement à assurer la mainmise israélienne sur ces terres.

9. Du fait de la politique de colonisation israélienne, la population israélienne dans le Golan a triplé par rapport à la population non israélienne entre 1983 et 1988. Les difficultés économiques éprouvées par la population arabe dans le Golan se sont également aggravées, celle-ci devant partager avec les colons israéliens les maigres ressources agricoles et en eau. La vente de pommes, seul produit commercialisable du Golan, se heurte à des restrictions et à la concurrence des colons israéliens. En outre, la superficie de terres arables appartenant à la population arabe a diminué, notamment depuis qu'elles ont été utilisées pour aménager des implantations, usines et centres de recherche israéliens. Conséquence générale de ces politiques, les possibilités de développement ont été affectées et le revenu agricole a chuté.

10. La délégation syrienne aurait souhaité que tout comme le document A/46/284, le rapport du Comité spécial accorde une plus grande place aux violations, de plus en plus systématiques, par Israël du droit international et à ses pratiques à la fois racistes et barbares qui visent à soumettre ou à chasser la population arabe. Autre conséquence de ces pratiques, les milliers de réfugiés et déplacés auxquels Israël refuse le droit de regagner leurs foyers, en violation de la résolution 194 (1948) et de la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité. En outre, l'installation systématique d'immigrés juifs soviétiques dans les territoires occupés constitue une violation préméditée du paragraphe 49 de la quatrième Convention de Genève. Bien que la liste des pratiques inhumaines israéliennes soit longue, la Syrie est convaincue que les temps des manœuvres visant à justifier l'occupation et l'annexion sont révolus et qu'il ne reste qu'une alternative : un règlement juste et global du conflit israélo-arabe qui mette fin à l'occupation du territoire et garantisse les droits nationaux du peuple palestinien.

11. M. GALAL (Egypte) dit qu'il est à espérer que la question examinée ne figurera pas à l'ordre du jour de l'année suivante, la Conférence de paix de Madrid et les pourparlers bilatéraux imminents pouvant ouvrir une nouvelle page de l'histoire du Moyen-Orient et fournir une base à un règlement juste et pacifique du problème. Il ressort du rapport du Comité spécial que la situation des Palestiniens sous occupation ne cesse de se détériorer, Israël ayant failli aux obligations incontournables que lui imposent le droit international et la quatrième Convention de Genève en sa qualité de puissance occupante. La délégation égyptienne est vivement préoccupée par les sévices infligés par Israël aux manifestants palestiniens, la négation de leur droit de défense et la répression généralisée et multiforme. Par ailleurs, Israël devrait restituer immédiatement les documents récemment saisis dans les locaux du Tribunal islamique de Jérusalem, honorer les obligations que lui impose la quatrième Convention de Genève et reconsidérer son attitude de non-coopération avec le Comité spécial.

12. La Conférence de paix de Madrid est une première étape sur la voie d'un règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient. Toutes les parties devraient accepter que la paix et la sécurité ne peuvent se fonder que sur le droit et la justice. L'intervenant souligne la nécessité d'instaurer la confiance entre Palestiniens et Israéliens afin de promouvoir le dialogue et l'entente et, partant, réorienter les énergies vers le développement des pays de la région.

13. M. JIN Yongjian (Chine) dit que le rapport du Comité spécial illustre bien la situation difficile des Palestiniens et autres Arabes vivant dans les territoires occupés. Leur situation n'a enregistré aucune amélioration au cours de l'année écoulée et leurs droits fondamentaux ont été constamment violés par les autorités d'occupation israéliennes. C'est là un motif de vive préoccupation pour la communauté internationale. Qui plus est, les autorités d'occupation ont récemment intensifié leurs activités de colonisation, actes qui ont été universellement condamnés. Au cours de l'année écoulée, le Conseil de sécurité a examiné la question des territoires occupés à maintes reprises, et l'a fait encore tout récemment lorsqu'il a adopté la résolution 694 (1991) relative à l'expulsion de civils.

14. Un pays sous occupation étrangère est toujours politiquement opprimé et économiquement exploité. Quelles que soient les pressions que la communauté internationale tente d'exercer, la protection des droits de l'homme des habitants des territoires occupés dépendra essentiellement de la bonne volonté et de la coopération de la puissance occupante.

15. La Chine a dès le début prôné un règlement raisonnable de la question du Moyen-Orient sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Les territoires arabes occupés devraient être restitués aux Palestiniens et aux autres Arabes, les droits nationaux légitimes du peuple palestinien restaurés et la souveraineté et la sécurité de tous les

(M. Jin Yongjian, Chine)

pays de la région, y compris Israël, respectées et garanties. Récemment, plusieurs parties concernées ont entamé des négociations en vue d'un juste règlement de la question, et le Gouvernement chinois appuie ces initiatives. Il espère que les parties concernées saisiront cette occasion et adopteront une attitude souple et pratique qui permette aux négociations d'aboutir.

POINT 72 DE L'ORDRE DU JOUR : OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES
NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (suite)

16. M. SIKKANDER (Sri Lanka) et M. AN Myong Hun (République populaire démocratique de Corée) disent que, s'ils avaient été présents à la 25e séance de la Commission, ils auraient voté pour les projets de résolution A/SPC/46/L.12 à L.22 présentés.

La séance est levée à 11 h 20.